COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IVe Internationale

0 , 50F

SAMEDI 27 NOVEMBRE 1976 — BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI — PRIX : XXXXXX

EDITORIAL

Face à la degradation de la situation: UNE RIPOSTE D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS S'IMPOSE...

La situation sociale en Guadeloupe continue à se dégrader chaque jour un peu plus. Le nombre de chômeurs a terriblement augmenté au cours de ces dernières semaines du fait que bon nombre de salariés des communes de la Basse-Terre n'ont pas retrouvé leur ancien emploi et ne sont pas du tout assurés de le retrouver même avec la reprise d'activité dans la région. En effet, certaines entreprises ont déjà fait le choix de ne plus retourner en Basse-Terre et en profitent pour réduire leur personnel. Quant à celles qui vont reprendre leurs activités, elles envisagent également des compressions d'effectifs faisant valoir un ralentissement des activités en général. En outre, les licenciements deviennent de plus en plus courants. Il en est ainsi dans le commerce, à la fois dans les petits et grands magasins et aussi dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics. Le bruit circule que toute une série d'auxiliaires de certaines administrations, PTT, Hôpitaux, seraient également menacés de perdre leur emploi d'un moment à l'autre. C'est dire que la situation de l'emploi passera au premier plan des préoccupations des travailleurs de la Guadeloupe.

Face à la dégradation de la situation économique et sociale, la seule solution se trouve entre les mains des travailleurs eux-mêmes. En s'organisant dès à présent dans leurs entreprises, dans leurs communes, dans leurs quartiers, ils peuvent se préparer à une riposte d'ensemble et opposer aux conditions que veulent leur imposer les capitalistes un véritable plan de lutte des travailleurs. Face aux licenciements, la classe ouvrière organisée peut exiger la répartition du travail entre tous et le contrôle ouvrier sur les licenciements et les livres de compte. Il existe de nombreuses entreprises où les heures supplémentaires se comptent par dizaines, il n'y a donc aucune raison que dans le même temps des travailleurs soient privés d'emploi. Au ralentissement de l'activité les travailleurs doivent opposer l'échelle mobile des heures de travail sans diminution de salaires. Seul un tel programme peut effectivement éviter aux travailleurs de ne pas faire les frais de la crise du système capitaliste et colonial.

LE SCANDALE FONCIER EN GUADELOUPE

Après les lotissements de Pointe d'or sur la commune des Abymes, de Belcour sur la commune de Baie-Mahault - pour ne citer que ceux-là - l'administration coloniale utilise les terres labourables de Petit-Bourg, de Sainte-Rose etc... pour des constructions (logements, écoles), alors qu'on pourrait très bien utiliser des terres impropres à l'agriculture pour de telles constructions.

Ainsi le gouvernement colonialiste français et ses compères capitalistes dont il est le représentant, continuent à détourner les terres de leur vocation agricole. C'est là un scandale ; d'autant plus que l'un des objectifs de la réforme foncière entreprise depuis quinze ans, est précisément la diversification des cultures ayant comme préalable l'utilisation des terres en friche et insuffisamment exploitées. Ceci est d'autant plus grave que les hommes politiques de droite, bien sûr, mais aussi ceux de la gauche réformiste, gardent le silence face à de tels procédés.

Cette politique des colonialistes prend une telle ampleur qu'il est temps que les classes travailleuses de ce pays réagissent afin de couper court à la dilapidation des terres cultivables. L'urgence se fait d'autant plus sentir qu'après avoir livré les cinquante pas géométriques aux magnats de l'hôtellerie de luxe qui comptent sur les touristes américains et canadiens pour remplir leurs poches, l'administration coloniale s'est attaquée depuis quelques années aux terres labourables qu'elle livre aux sociétés immobilières privées. Ces terres sont réparties en lots d'habitat alors que des dizaines de milliers de petits paysans et d'ouvriers ont besoin d'exploitations vivables.

C'est un exemple supplémentaire de ce que les colonialistes entendent par "développement économique de la Guadeloupe".

'-'-'-'-'-'-

MARTINIQUE

A Trinité: grève les 2 et 3 décembre à la cité scolaire

Les agents de la cité scolaire de Trinité, seront en grève le 2 décembre. Ils seront rejoints le 3, par l'ensemble des personnels de la cité scolaire, soit 350 personnes.

A l'origine : le fait que onze agents de service, employés sur le fond de chômage, aient été licenciés et que trois autres ne font plus que trois heures par jour. La raison de ces licenciements : le rectorat affirme n'avoir plus d'argent, mais les ennuis d'argent n'ont jamais empêché de payer les parasites français qui organisent l'anarchie dans l'enseignement route de Didier.

En attendant, les conséquences sont graves : le repas des élèves est servi en retard, les salles sont nettoyées avec du retard et la paye des personnels aura du retard dès le mois de novembre. De cela, le rectorat se moque royalement. Raison de plus pour obliger Doumenge et sa clique à réembaucher les licenciés à la cité scolaire.

Tous en grève le 2 et le 3 !

TURQUIE

DES SOUFFRANCES AGGRAVEES PAR LA PAUVRETE

Plus de 4 000 morts, plusieurs milliers de blessés, tel est le bilan du séisme qui a eu lieu avant-hier en Turquie.

Une catastrophe naturelle bien sûr, mais qui n'a pas frappé de la même manière les riches et les pauvres.

Et pour les travailleurs, les petits paysans et les paysans sans terre de Turquie, le surcroît de souffrances qui accompagne cette catastrophe n'est en rien " naturel". C'est tout simplement la conséquence du sous-développement et du régime militaro-policier dans lesquels l'impérialisme maintient leur pays.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
4 ème supplément au mensuel N° 68

REUNIONS PUBLIQUES de COMBAT OUVRIER à Fort-de-France

Mardi 23 novembre, une cinquantaine de personnes assistèrent à la réunion publique que tenait notre tendance à la salle de la Pointe Simon/

Après un bref exposé sur la situation en Guadeloupe, un orateur expliqua en quoi la révolution des travailleurs russes, d'Octobre 1917 était toujours actuelle. Puis un autre camarade exposa la situation du PCM après son dernier congrès et notre appréciation sur la politique de ce parti.

Les questions nombreuses de l'assistance entraînèrent de chaudes et sympathiques discussions qui clôturèrent la réunion.

à Pointe-à-Pitre

70 personnes sont venues assister à la dernière réunion publique , organisée jeudi 25 par notre tendance.

Les thèmes abordés par les deux orateurs étaient liés aux préoccupations essentielles de l'heure: la Soufrière, et la situation sociale en Guadeloupe.

En plus de ces deux exposés, un camarade a parlé des manigances qui se font en haut lieu gouvernemental au sujet de la possibilité d'élections législatives anticipées.

Après quoi, la parole fut donnée aux participants.

Un jeune parmi l'assistance fit une intervention sur les problèmes des "replités" et tout particulièrement sur ceux liesà leur emploi dans la région de Basse-Terre. Il a lui aussi conclu en appelant à l'organisation et à la lutte.

"miss Guadeloupe" une opération publicitaire méprisante

Il fallait s'y attendre ! Les lamentations du Dr Chartol et autres organisateurs de l'élection de "Miss Guadeloupe" n'étaient qu'un truc publicitaire pour attirer l'attention du public et relancer l'intérêt pour ce qui n'est en fait qu'une opération commerciale.

Rappelons que les organisateurs prétendaient avoir des difficultés à rassembler cette année un nombre suffisant de concurrentes. Et ils laissaient entendre que le manque d'enthousiasme des jeunes guadeloupéennes à se prêter à cette mascarade pourrait entrainer son annulation.

Si au moins, cela s'était réalisé !

Si nous pouvions voir la fin de ces simagrées auxquelles se prêtent une douzaine de jeunes femmes en petite tenue ou en robes à falbalas pour la plus grande joie de petits bourgeois snobs et égrillards... et surtout pour le plus grand profit des gros commerçants de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre.

Car en définitive, ce qui est demandé aux jeunes Guadeloupéennes candidates c'est de transformer leurs corps en panneaux publicitaires pour les maillots de M.Untel ou les robes de Mme UneTelle, sans oublier la mise en valeur d'autres marques et produits et les fructueuses recettes des capitalistes du Frantel.

Une bonne affaire, vraiment ! Pour beaucoup de gens. Et bien caractéristique du mépris imbécile entretenu vis-à vis de la femme par la bourgeoisie et par bien des petits bourgeois des Antilles

martinique JOSMAR ACQUITTE

UN DENI DE JUSTICE

Le tribunal de Fort-de-France a acquitté le mercredi 24 novembre, le policier Josmar, jugé, rappelons-le, pour avoir porté un coup de rasoir à Félix Relautte lors de la manifestation organisée par ALERTE devant les grilles de FR3 Martinique en mars 1976.

Félix Relautte, un militant du GRS avait été sérieusement blessé, lors de cette manifestation. Au procès, malgré tous les témoignages convergeants, il a suffi au président du tribunal que Josmar affirme n'avoir eu en main qu'un feutre, pour que le prévenu soit relaxé, au bénéfice du doute. Signalons en passant que Josmar avait en les personnes des réactionnaires Valcin et Valère, des défenseurs dignes de lui.

Combat Ouvrier proteste fermement contre un tel jugement. Il faut que la plus large protestation s'élève contre les résultats de ce procès colonialiste.

A bas les voyous de la police !
A bas la justice colonialiste !

SOFROI : Gpe

QUAND LE PATRON VEUT REVENIR SUR DES AVANTAGES ACQUIS ....

Des bruits circulaient à propos du non-paiement des jours fériés du 1er et du 11 novembre.

Désormais, les travailleurs sont fixés.

Le délégué syndical a rencontré le directeur Rimbaud et celui-ci a refusé de payer ces journées. La seule proposition qu'il ait faite a été de"récupérer" les heures perdues en travaillant le lundi matin.

Les travailleurs, eux, entendent être payés sans condition, d'autant que depuis de nombreuses années, il en a été ainsi. Le patron fait manifestement du chantage et exerce une basse vengeance. Il n'a pas encore "digéré" le refus des travailleurs de faire 184 heures au lieu des 173h légales, depuis la grève menée en juillet dernier...

Mais ce ne sont pas les employés qui décident des jours fériés. Ils ne peuvent accepter d'en faire les frais.

Il faudra sans doute que la direction mette cela dans sa tête.

(GPE)

LA DIRECTION TENTE DE DIVISER LES TRAVAILLEURS .

Furieuse d'avoir été contrainte d'accorder satisfaction aux travailleurs, la direction de l'usine Grosse-Montagne ne manquait pas dès le lendemain de l'accord intervenu, de le dénoncer et de montrer qu'il était néfaste aux autres saisonniers. Ainsi -c'est la direction qui parle- "les saisonniers seraient, à cause de cet accord, privés d'emploi pendant l'inter-récolte". Alors que les travailleurs ont dû se battre pour que 22 saisonniers de l'usine et 12 du garage deviennent permanents et ainet la garantie de l'emploi, la direction se montre subitement soucieuse de l'emploi des autres saisonniers.

Voilà qui montre toute l'hypocrisie des patrons. En fait toues ces déclarations n'ont qu'un but: diviser les travailleurs.

"VU" un nouveau journal ou du déjà vu ?

Un nouvel hebdomadaire, "VU", vient de paraître en Guadeloupe. Il affirme avoir pour but de "mieux informer, sans parti pris, ni a priori. De ...faire part d'une information libre, mais honnête; (d')être le journal de tous les Guadeloupéens".

Voilà certes un beau programme, quoi que difficile à réaliser. Il est vrai qu'en Guadeloupe, plus encore qu'en Martinique, la presse d'information est pauvre, tant par le nombre de publications que par la qualité. Un bon hebdomadaire y a donc largement sa place. Encore re faudrait-il qu'il ne suive pas de trop près la trace d'Inter-Antilles, dont on retrouve quelques anciens rédacteurs à " "VU". A la fin on voyant guère trop la différence avec France-Antilles.

martinique

SIMONNET LE POLLUEUR CONDAMNE,

ME AYEN PA CHANGE !

Monsieur Simonnet, gros propriétaire et distillateur au Gros-Morne, vient d'être condamné à 2200F d'amende pour avoir pollué la rivière Lézarde il y a un an. On se souvient que les déchets déversés par l'usine dans la rivière avaient provoqué la disparition des poissons, la mort de quelques animaux, et même l'intoxication de nombreuses personnes.

Devant ce scandale, la justice ne pouvait pas faire moins que donner tort à Mr Simonnet. Mais on peut dire que celui-ci s'en tire à bon compte : une petite amende qui ne lui coûte pas cher, alors qu'il empoisonne toute la région.

Cette très légère condamnation montre aux capitalistes comme Simonnet qu'ils n ont rien à craindre de la justice : ils peuvent polluer en paix, ils bénéficieront toujours des circonstances atténuantes.